

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 MAI 1913.

Proposition de loi réglementant le port du titre d'avocat (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. THEODOR.

MESSIEURS,

La proposition de loi déposée par MM. Brunet et consorts a pour but de réglementer le port du titre d'avocat.

Le port de ce titre n'est soumis, aujourd'hui, à aucune réglementation. Pour être avocat et avoir le droit de prendre cette qualité il suffit d'être porteur du diplôme de docteur en droit et d'avoir prêté le serment prescrit. Point n'est besoin de faire partie d'un Barreau ni de pratiquer.

Il y a plus ; l'avocat qui s'est fait inscrire à un Barreau et qui a été omis, même rayé du tableau peut continuer à porter le titre et à s'en prévaloir.

Disons enfin que le premier venu, même non porteur du diplôme de docteur en droit ni assermenté, peut s'attribuer le titre d'avocat ; l'usurpation de ce titre ne peut donner lieu ni à poursuites judiciaires ni à pénalités.

Cette faculté laissée à tous d'accaparer et d'exploiter un titre qui inspire confiance au public n'a pas laissé de tenter des personnages peu scrupuleux. Il en est résulté une situation des plus préjudiciables pour le public.

Le monde judiciaire s'en est ému et préoccupé.

Dès 1890, M. Le Jeune, Ministre de la Justice, par un amendement à la loi relative à la plaidoirie devant les tribunaux de 1^{re} instance, saisit la Chambre des représentants d'un amendement conçu comme suit :

« Quiconque n'étant pas au tableau de l'Ordre ou régulièrement inscrit »
» sur la liste des stagiaires près d'une Cour d'appel ou d'un tribunal de »
» 1^{re} instance, se sera attribué le titre d'avocat, sera puni d'une amende de »
» 200 à 1,000 francs ».

(1) Proposition de loi, n° 206.

(2) La Commission, présidée par M. Mabilhe, était composée de MM. Destrée, du Bus de Warnaffe, Feron, Theodor, Van Marcke, Wauwermans.

Cet amendement ne fut pas adopté.

Plus tard, en 1894, le Conseil de l'Ordre du Barreau de Bruxelles, par l'organe de son bâtonnier, M^e A. Braun, signala la question à l'attention de M. le Ministre de la Justice.

Ce double appel aux pouvoirs publics avait été motivé par des abus caractérisés et nombreux.

Depuis lors, les abus se sont multipliés et aggravés. Ce qui était un mal est devenu une véritable plaie. Des agents d'affaires de toutes catégories et de toutes moralités, ouvrent des officines; ils ne se contentent pas de se parer du titre d'avocat, ils l'évalent à la quatrième page des journaux.

Voici des spécimens d'annonces comme il s'en rencontre régulièrement dans les journaux de Bruxelles.

AVOCAT	AVOCAT CONSULTANT	AVOCAT, M ^e ...
Rue... consult. 10 à 6 h. Divorces, concordats, rédige tous actes et écrits. Prix 2 fr.	20 années de pratique au Barreau. Consultations écrites ou orales, de 2 à 6 h., rue... Prix 2 fr.	Consultations de 2 à 6 h. et par lettres. Recouvrements à forfait. 20 p. c. sur sommes rentrées. Rien à payer en cas d'insuccès. Missions confiden- tielles. Prix modérés.

Cette publicité est peut-être fructueuse, mais les plaintes qui affluent aux mains du bâtonnier de l'Ordre et au Parquet en démontrent le danger pour le public.

A moins de délit caractérisé, ces plaintes restent sans suite; le conseil de l'Ordre et le Parquet sont désarmés. Cette inaction forcée des autorités constituées et l'impunité qui en résulte, même quand il s'agit de faits graves, sont une cause de discrédit qui atteint le prestige de l'Ordre lui-même. Le public ne fait pas toujours la distinction entre l'avocat régulièrement inscrit, soumis à des règles de discipline sévères et l'avocat rayé ou omis ou même simple usurpateur d'un titre qu'il n'a jamais légalement porté.

*
* *

Le remède à cette situation ne peut plus être différé; tout le monde en tombe d'accord.

Mais ce remède est-il possible? Nous avons rappelé ci-dessus les efforts tentés dans ce but.

Aux propositions formulées, deux objections ont été opposées.

L'on a fait observer d'abord, qu'à vouloir interdire le port du titre d'avocat à tous ceux, indistinctement, qui ne sont pas inscrits au tableau de l'Ordre, on risque d'atteindre des intérêts respectables.

Il est un grand nombre d'avocats en Belgique, et notamment à Bruxelles, qui ne sont ni inscrits au tableau, ni pratiquants, et qui sont d'une honorabilité et d'une respectabilité parfaites. Un usage traditionnel invétéré les admet à porter le titre de la profession, bien qu'ils n'en exercent pas les fonctions; il les assimile, dans l'estime publique, aux avocats inscrits.

Des circonstances spéciales, parfois temporaires, les éloignent du Barreau, mais ils demeurent aptes à en exercer les fonctions; un lien moral étroit continue à les rattacher à une corporation dont ils apprécient le grand rôle social. Pourquoi briser ce lien? Pourquoi déroger à cet usage?

* * *

La proposition de loi qui vous est soumise a tenu compte de l'objection; elle veut respecter l'usage établi. Elle diffère en cela des propositions précédentes. Elle n'exige plus que, pour porter le titre d'avocat, l'on soit inscrit au tableau de l'Ordre. Elle réglemente simplement le port de ce titre dans le but d'éviter les abus. Elle n'assimile pas ceux qui se contentent de porter le titre d'avocat à ceux qui revêtent la robe, mais elle les soumet au même contrôle des autorités disciplinaires : conseils de discipline ou tribunaux de première instance. A celles-là il appartiendra d'autoriser le port du titre d'avocat ou de l'interdire, sous réserve, bien entendu, pour les intéressés, de se pourvoir en appel.

Un arrêté royal réglera au surplus les conditions de l'octroi ou du retrait de l'autorisation.

Ainsi formulée la proposition ne saurait plus léser aucun intérêt respectable. Aussi M. le Ministre de la Justice n'a-t-il pas hésité à s'y rallier.

* * *

Une seconde objection a été faite; elle consiste à dire que « si l'on réglemente le titre d'avocat, il faudra, d'une manière générale, protéger tous les titres professionnels et en punir l'usurpation ».

Cette objection n'est nullement fondée.

La profession d'avocat ne saurait être assimilée aux autres professions. Elle est réglementée par la loi; elle est soumise à des prescriptions qui constituent autant d'entraves à la liberté de ceux qui l'exercent. Ne fait pas partie de l'Ordre qui veut; l'avocat, admis au Tableau, ne pratique pas comme il veut; il n'a pas à s'inspirer, dans l'exercice de sa profession, de son seul intérêt personnel; il connaît des sanctions autres que celles qui sont inscrites dans la loi civile et dans la loi pénale.

Ces restrictions à sa liberté sont commandées par l'intérêt général; elles placent celui qui les accepte dans une situation d'exception; grâce à cette réglementation, l'avocat devient l'auxiliaire qualifié du premier et du plus grand de nos services publics, celui de l'administration de la justice.

Mais si cette profession comporte des obligations et des devoirs spéciaux imposés par la loi dans l'intérêt de tous, il n'est pas admissible que le titre, qui en est l'expression, ne soit pas protégé. Il doit l'être dans l'intérêt de ceux qui en exercent les fonctions et en acceptent les charges. Il doit l'être surtout dans l'intérêt du public.

Créer et organiser un ordre professionnel, le soumettre à des restrictions dans le but de sauvegarder les intérêts des justiciables et permettre, d'autre

part, au premier venu de se réclamer du titre de cette profession, sans que l'usage de ce titre l'astreigne à aucune des garanties que la profession comporte, est retirer d'une main ce que l'on a donné de l'autre; c'est tomber dans la plus injustifiable des contradictions et consacrer une injustice.

Ces considérations ont paru décisives à la Commission. Aussi est-elle unanime pour approuver le principe de la proposition présentée.

AMENDEMENTS.

Discussion.

Un membre propose de supprimer dans le texte de la proposition le mot « publiquement ». Il estime que le but visé par ses auteurs ne sera pas atteint si l'élément de publicité est requis pour constituer le délit de port illégal du titre d'avocat.

S'il est des abus qui se commettent à la suite d'annonces dans les journaux, il en est d'autres qui se commettent sous le couvert de la correspondance privée, par l'envoi, notamment, de lettres portant comme en-tête « avocat, avocat-conseil, avocat-liquidateur, etc. »

Pourquoi l'abus du titre d'avocat à l'aide de ce moyen, ou d'autres similaires, ne serait-il pas réprimé par la loi ?

Un membre voudrait préciser; il propose de substituer au mot *publiquement*, les mots : *de quelque manière que ce soit* de façon à bien marquer qu'il s'agit d'atteindre tous les abus.

La Commission ne se rallie pas à ces amendements. Elle estime que le texte proposé pare à tous les abus à prévoir. Elle fait observer que la publicité est requise pour le port illégal de titres de noblesse et le port de faux nom (art. 230 et 251 du Code pénal); qu'il n'y a pas de raison de ne pas l'exiger pour le port du titre d'avocat; que cette publicité n'est liée à aucun mode spécial de réalisation; qu'elle peut résulter de l'envoi de lettres d'affaires portant comme en-tête le titre d'avocat; ou de l'emploi d'autres moyens; que, sous ce rapport, la plus grande liberté d'appréciation est laissée aux tribunaux, ceux-ci ayant à s'inspirer, avant tout, du but poursuivi par le législateur. Or, ce qu'il veut, c'est empêcher que l'on ne s'attribue le titre d'avocat dans le but d'impressionner le public et de capter sa confiance; c'est atteindre pénalement les moyens employés pour réaliser ce but; peu importe le mode d'exécution employé; peu importent les formules ou les appellations adoptées; la loi les vise toutes : avocat, avocat-conseil, avocat-consultant, avocat-spécialiste, avocat honoraire, avocat-liquidateur, etc.

Le délit prévu par la présente proposition de loi sera indépendant de tous autres délits pouvant résulter du port illégal du titre d'avocat, notamment du délit d'escroquerie, conformément aux principes généraux du droit.

Tout en admettant ainsi la proposition de loi dans l'ensemble de ses dispositions, la Commission propose d'en modifier le texte comme suit :

ARTICLE PREMIER.

Nul ne peut porter le titre d'avocat s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre ou sur une liste de stagiaires, ou s'il n'a obtenu de l'autorité disciplinaire l'autorisation de porter ce titre.

Un arrêté royal réglera les conditions de l'octroi et du retrait de l'autorisation.

ART. 2.

Quiconque se sera publiquement attribué le titre d'avocat sans y avoir droit aux termes de l'article précédent, sera puni d'une amende de 200 francs à 1,000 francs.

ART. 3.

L'article 2 de la présente loi entrera en vigueur six mois après la publication de celle-ci.

C'est le texte ainsi modifié que la Commission a l'honneur de proposer au vote de la Chambre.

Le Rapporteur,

LÉON THEODOR.

EERSTE ARTIKEL.

Niemand mag den titel van advocaat voeren indien hij niet is ingeschreven op de tabel der Orde of op eene lijst van stagedoeners, of indien hij door de overheid, belast met het toezicht op de balie, niet is gemachtigd tot het voeren van dien titel.

Een koninklijk besluit bepaalt de voorwaarden vereischt tot het toekennen en tot het intrekken van de machtiging.

ART. 2.

Alwie zich openbaar den titel van advocaat heeft toegeëigend zonder daartoe te zijn gerechtigd luidens het vorig artikel, wordt gestraft met eene boete van 200 tot 1,000 frank.

ART. 3.

Artikel 2 van deze wet treedt in werking zes maanden na hare bekendmaking.

Le Président,

LÉON MABILLE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 Mei 1913.

Wetsvoorstel waarbij het voeren van den titel van advocaat wordt geregeld (¹).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (²) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER THEODOR.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel, uitgaande van den heer Brunet en van eenige zijner collegas, heeft ten doel het voeren van den titel van advocaat te regelen.

Het voeren van dezen titel is thans aan geene vaste regelen onderworpen. Om advocaat te zijn en het recht te hebben dezen titel aan te nemen, is het voldoende dat men houder is van het diploma van doctor in de rechten en dat men den voorgeschreven eed heeft afgelegd. Er wordt niet vereischt dat men tot eene Balie behoore of zich op de rechtspraktijk toelegge.

Er is meer : de advocaat, die zich bij eene Balie deed inschrijven en op de lijst werd weggelaten of er van geschrapt werd, mag den titel blijven voeren en zich daarop beroepen.

Eindelijk, zelfs hij die niet houder is van een diploma van doctor in de rechten en den eed niet heeft afgelegd, kan zich den titel van advocaat toeëigenen ; het wederrechtelijk voeren van dezen titel kan noch tot rechtsvervolging, noch tot het belopen van eenige straf aanleiding geven.

Het recht, dat allen hebben zich een titel aan te matigen en daarvan voordeel te trekken, daar deze titel het publiek vertrouwen inboezemt, heeft natuurlijk weinig nauwgezette lieden in verzoeking gebracht en daaruit is een voor alle burgers hoogst nadeelige toestand voortgesproten.

In de rechterlijke kringen heeft het ontroering, bezorgdheid opgewekt.

Reeds in 1890 diende de heer Le Jeune, Minister van Justitie, naar aanleiding van de wet betreffende de pleidooien voor de rechtbanken van eersten aanleg, het volgende amendement in :

(1) Wetsontwerp, n^o 206.

(2) De Commissie, door den heer Mabille voorgezeten, was samengesteld uit de heeren Destrée, du Bus de Warnaffe, Feron, Theodor, Van Marcke, Wauwermans.

« Alwie, niet voorkomende op de tabel der Orde van advocaten of niet » ingeschreven op eene lijst der stagedoeners bij een Hof van beroep of bij » eene rechtbank van eersten aanleg, zich openbaar den titel van advocaat » heeft toegeëigend, wordt gestraft met eene boete van 200 tot 1,000 frank. »

Dat amendement werd echter niet aangenomen. Later, in 1894, vestigde de Raad van toezicht op de Brusselsche Balie, bij monde van M^r A. Braun, deken der Orde, de aandacht van den heer Minister van Justitie op het vraagstuk.

Dat tweevoudig beroep op de openbare machten werd teweeggebracht door stellige en talrijke misbruiken.

Sedert zijn die misbruiken talrijker en erger geworden. Toen was het een kwaad; nu is het eene ware plaag. Zaakwaarnemers van allen aard en van twijfelachtige zedelijke waarde openen kantoren waar zaken gebrouwen worden; zij vergenoegen er zich niet mee te pronken met den titel van advocaat, zij geven zich dien titel op de vierde bladzijde der nieuwsbladen.

Ziehier speciemens van aankondigingen, zooals men er regelmatig in de Brusselsche bladen aantreft.

ADVOCAAT
Straat... Raadpl. 10 tot
Guur. Echtscheidingen. Con-
cordaten. Opstellen van alle
akten en schriften. Prijs 2 fr.

RAADGEVEND ADVOCAAT
20 jaar praktijk aan de
Balie. Schriftelijke of monde-
linge raadgevingen, van 2 tot
6 u., ... straat. Prijs 2 fr.

ADVOCAAT, Mr...
Raadgevingen van 7 tot
6 u. en per brieven, invorde-
ringen voor eene bepaalde
som, 20 t. h. op binnenge-
komen sommen. Niets te be-
talen bij slechten uitslag, ver-
trouwelijke opdrachten. Ge-
matigde prijzen.

Deze publiciteit is misschien winstgevend, doch daarin bestaat gevaar voor het publiek, zooals blijkt uit de talrijke klachten die den deken der Orde en het Parket worden toegezonden.

Tenzij het een bepaald wanbedrijf geldt, blijven al die klachten zonder gevolg; de raad der Orde en het Parket zijn ontwapend. Deze gedwongen werkeloosheid der aangestelde overheden en de straffeloosheid die er uit voortvloeit zelfs wanneer het zwaarwichtige feiten betreft, wekken wantrouwen op, zoodat de Orde zelfs er door geminacht wordt. Het publiek maakt niet altijd een onderscheid tusschen den regelmatig ingeschreven advocaat, die aan strenge regelen van tucht is onderworpen, en den advocaat, die van de lijst werd geschrapt of weggelaten, of eenvoudig dengene die zich onrechtmatig in 't bezit stelde van een titel welken hij nooit op wettige wijze voerde.

*
* *

Men mag niet langer wachten aan dien toestand een einde te maken; ieder-een is het daarover eens.

Doch is dit mogelijk? Hierboven hebben wij herinnerd wat met dat doel werd beproefd.

Tegen de gedane voorstellen werden twee opwerpingen gemaakt.

Eerstens heeft men doen opmerken dat, door het voeren van den titel van

advocaat zonder onderscheid te willen verbieden aan al degenen die niet op de tabel der Orde zijn ingeschreven, men zich blootstelt aan het gevaar eerbiedwaardige belangen te krenken.

In België en vooral te Brussel zijn er een groot aantal advocaten die op de tabel niet voorkomen, zich op de praktijk niet toeleggen, maar die toch volkomen achtbaar en eerbiedwaardig zijn. Een ingeworteld gebruik laat toe, dat zij den titel van het beroep voeren, alhoewel zij dit in de praktijk niet uitoefenen; het stelt hen, wat de openbare achting betreft, gelijk met de ingeschreven advocaten. Bijzondere, soms tijdelijke omstandigheden houden hen verwijderd van de Balie, doch ze blijven geschikt om er werkzaam deel van uit te maken; een nauwe zedelijke band blijft ze hechten aan eene corporatie waarvan zij de groote maatschappelijke roeping beseffen. Waarom dien band verbreken? Waarom van dat gebruik afwijken?

*
* * *

Het u onderworpen voorstel heeft rekening gehouden met de tegenwerping; het wil het gevestigde gebruik eerbiedigen. Juist daardoor onderscheidt het zich van de vroegere voorstellen. Het eischt niet meer dat men, om den titel van advocaat te voeren, ingeschreven zij op de tabel der Orde. Het regelt enkel het voeren van dien titel ten einde misbruiken tē voorkomen. Degenen, die enkel den titel van advocaat voeren, stelt zij niet gelijk met degenen die de toga dragen, doch het onderwerpt ze aan hetzelfde toezicht vanwege de disciplinaire overheden: raad van toezicht op de balie of rechtbank van eersten aanleg. Die overheden zal het behooren al of niet machtiging te geven tot het voeren van den titel van advocaat, wel te verstaan, onder voorbehoud van het recht, voor de belanghebbenden, in hooger beroep te komen.

Een koninklijk besluit zal overigens de voorwaarden bepalen, vereischt tot het toekennen en intrekken van de machtiging.

Aldus opgevat, laat het voorstel elk eerbiedwaardig belang onverkort. Ook heeft de heer Minister van Justitie niet geaarzeld er zich mede te vereenigen.

*
* * *

Eene tweede opwerping werd gedaan, hierin bestaande, dat, « zoo men den titel van advocaat regelt, men, op algemeene wijze, den titel van elk beroep zal moeten beschermen en het wederrechtelijk voeren daarvan straffen. »

Deze tegenwerping is geenszins gegrond.

Het beroep van advocaat kan niet worden gelijkgesteld met andere beroepen. Het wordt geregeld bij de wet; het is aan voorschriften onderworpen, welke even zooveel belemmeringen uitmaken voor de vrijheid van hen die het beroep uitoefenen. Van de Orde maakt geen deel uit wie wil; de op de lijst ingeschreven advocaat oefent de praktijk niet uit zooals hij wil; bij de

uitoefening van zijn beroep dient hij niet enkel zijn eigen belang voor oogen te houden ; hij kent andere strafbepalingen dan die geschreven in de burgerlijke wet en in de strafwet.

Die beperking van zijne vrijheid wordt door het algemeen belang voorgeschreven; zij plaatst hem, die ze aanvaardt, in een uitzonderlijken toestand; dank zij die regeling, wordt de advocaat de aangeduide medewerker van den eersten en den grootsten onzer openbare diensten : de handhaving van 't recht.

Doeh, zoo dit beroep bijzondere verplichtingen en plichten medebrengt, in 't belang van allen door de wet opgelegd, is het niet aannemelijk dat de titel, die daarvan de uiting is, niet worde beschermd. Hij behoort te worden beschermd in 't belang van hen die de ambtsbediening uitoefenen en de daaraan verbonden lasten aanvaarden. Hij dient vooral beschermd in 't belang van het publiek.

Eene beroepsorde instellen en inrichten, die aan beperkingen onderwerpen ten einde de belangen der burgers te vrijwaren en, anderdeels, aan iedereen toelaten zich den titel van dat beroep toe te eigenen zonder dat het gebruik maken van den titel hem verplicht tot het geven van waarborgen welke het beroep vereischt, dat is zooveel als met de eene hand terugnemen, wat men met de andere gegeven heeft; dat is in de meest onverdedigbare tegenstrijdigheid vervallen en eene onrechtvaardigheid bekrachtigen.

Die beschouwingen hebben de Commissie afdoende toegeschenen. Ook keurt zij het beginsel, waarvan het wetsvoorstel uitgaat, eenparig goed.

AMENDEMENTEN.

Beraadslaging.

Een lid stelt voor, het woord « openbaar » te doen wegvallen in den tekst van het voorstel. Dit lid is van gevoelen dat het beoogde doel niet zal bereikt worden, indien openbaarheid wordt vereischt opdat het wanbedrijf wegens het onwettig voeren van den titel van advocaat besta.

Worden er misbruiken begaan ten gevolge van het plaatsen van aankondigingen in de nieuwsbladen, andere worden begaan, onder den dekmantel van private briefwisseling, door het zenden, namelijk, van brieven dragende tot opschrift : « advocaat, advocaat-raadsman, advocaat-vereffenaar, enz. »

Waarom, als men aldus of op eenig andere gelijkaardige wijze den titel van advocaat wederrechtelijk aanneemt, zou dat misbruik niet worden beteugeld bij de wet ?

Een lid verlangt eene meer nauwkeurige bepaling en stelt voor, in stede van « openbaar » te zeggen : « op welke wijze ook », om goed te kennen te geven dat men alle misbruiken wil treffen.

De Commissie vereenigt zich niet met die amendementen. Zij is van gevoelen dat de voorgestelde tekst alle te voorziene misbruiken weert. Zij doet opmerken, dat openbaarheid wordt vereischt voor het wederrechtelijk voeren van adellijke titels, alsmede voor het aannemen van een valschen naam

(art. 230 en 231 van het Strafwetboek); dat er geene reden is om ze niet te eischen voor het voeren van den titel van advocaat; dat deze openbaarheid niet afhankelijk wordt gemaakt van eenige bijzondere wijze van verwezenlijking; dat ze kan voortvloeien uit het sturen van brieven, handelende over zaken en dragende als opschrift den titel van advocaat, of uit het aanwenden van andere middelen; dat, in dit opzicht, de grootste vrijheid tot waardeering wordt gelaten aan de rechtbanken, deze vooral tot richtsnoer moettende nemen het doel dat de wetgever zich stelt. Nu, men wil beletten dat men zich den titel van advocaat toeëigene om indruk te maken op het publiek of om zich in dezes vertrouwen te dringen, en, waar men deze middelen aanwendt tot bereiking van dat doel, willen wij op die middelen, welke ook de wijze van verwezenlijking zij, eene straf stellen, om 't even welke formules of benamingen worden gebezigd; de wet bedoelt ze alle: advocaat, advocaat-raadsman, raadgevend advocaat, advocaat-vakman, eere-advocaat, advocaat-vereffenaar, enz.

Het bij deze wet voorziene wanbedrijf bestaat op zichzelf en heeft niets te maken met elk ander wanbedrijf kunnende voortspruiten uit het wederrechtelijk voeren van den titel van advocaat, namelijk uit het wanbedrijf, aftroggelarij geheeten, overeenkomstig de algemeene rechtsbegrippen.

De Commissie, zich vereenigende met al de bepalingen van het wetsvoorstel, stelt voor, den tekst daarvan te wijzigen als volgt:

ARTICLE PREMIER.

Nul ne peut porter le titre d'avocat s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre ou sur une liste de stagiaires, ou s'il n'a obtenu de l'autorité disciplinaire l'autorisation de porter ce titre.

Un arrêté royal réglera les conditions de l'octroi et du retrait de l'autorisation.

ART. 2.

Quiconque se sera attribué publiquement le titre d'avocat sans y avoir droit aux termes de l'article précédent, sera puni d'une amende de 200 francs à 1,000 francs.

EERSTE ARTIKEL.

Niemand mag den titel van advocaat voeren indien hij niet is ingeschreven op de tabel der Orde of op eene lijst van stagedoeners, of indien hij door de overheid, belast met het toezicht op de balie, niet is gemachtigd tot het voeren van dien titel.

Een koninklijk besluit bepaalt de voorwaarden vereischt tot het toekennen en tot het intrekken van de machtiging.

ART. 2.

Alwie zich openbaar den titel van advocaat heeft toegeëigend zonder daartoe te zijn gerechtigd luidens het vorig artikel, wordt gestraft met eene boete van 200 tot 1,000 frank.

ART. 3.

L'article 2 de la présente loi entrera en vigueur six mois après la publication de celle-ci.

ART. 3.

Artikel 2 van deze wet treedt in werking zes maanden na hare bekendmaking.

De Commissie heeft de eer de Kamer te verzoeken, den aldus gewijzigden tekst goed te keuren.

De Verslaggever,

LÉON THÉODOR.

De Voorzitter,

LÉON MABILLE.

